51e congrès de la CGT : contribution des militants CGTdu FSC

Préambule

La CGT compte-tenu de son histoire, de sa composition et de ses structures de base, de son implantation de terrain, de sa culture de lutte enracinée constitue le principal outil de résistance aux agressions contre le monde du travail.
C'est ce qui explique d'ailleurs l'offensive pénale contre ses militants et les offensives de droite et socialiste contre les Bourses du travail et les moyens de les faire fonctionner.
Comme les campagnes contre elles qui se multiplient.

C'est le recours essentiel sur le terrain économique et social dont disposent les travailleurs, les sans emploi, les précaires pour se défendre, se battre collectivement et passer à une contre-offensive pour de nouveaux conquis!
Les fractions les plus combatives de la classe ouvrière se reconnaissent dans la CGT, dans ses combats passés, dans ses références historiques à un syndicalisme de classe et de masse, dans la combinaison des revendications et des luttes les plus quotidiennes avec un projet de transformation de société radicalement anti-capitaliste.

Mais qu'en est-il des orientations revendiquées au niveau confédéral et par les derniers congrès? Même si cela est nié ou refusé, la CGT n'échappe pas à la confrontation entre une orientation de lutte pleinement assumée et la tendance à composer avec les forces dominant l'économie, l'état et modelant la vision de

la société et son avenir?

Pour faire le clair sur cela, un retour au passé récent s'impose donc.

Et en cette année 2016, à l'occasion du 51e congrès le point doit être fait et le bilan des 25 dernières années en matière de résultats revendicatifs et d'orientations décidées dans les années 90.

Ce sera notre contribution à la préparation de ce congrès en se centrant non pas sur toutes les questions mais sur celles qui nous paraissent décisives quant au chemin et aux choix auxquels l'organisation est confrontée et devant lesquels, à notre sens, elle hésite encore ou fait silence comme si la question n'existait pas dans une sorte de déni de réalité :

1. **L'indispensable retour sur les années 90**
2. **être de classe c'est quoi?**
3. **Notre rapport avec les autres**
4. **Notre place dans le syndicalisme européen et mondial**
5. **La démocratie dans la CGT**
6. **Au final remarques sur la crise et les tâches syndicales**

1. L'indispensable retour sur les années 90

Sur ce qui s'est passé à ce moment là il existe à notre avis **un véritable déni** : il n'y aurait pas eu de tournant, de rupture avec les principes auxquels la CGT se référaient jusque là, mais une simple adaptation aux réalités de l'époque.

Or, c'est la période d'une défaite historique idéologique et politique internationale pour la classe ouvrière et les travailleurs : les forces réactionnaires, l'impérialisme, les forces de collaboration social-démocrates sortent victorieuses de l'affrontement avec le camp qui avait représenté durant des dizaines d'années l'alternative essentielle au capitalisme, à sa domination et à son exploitation.

A partir de cette défaite et au nom de la nécessité de s'adapter à la nouvelle donne des choix ont été effectués à cette époque dont les effets perdurent encore et que le document d'orientation ne remet pas en cause de manière explicite : syndicalisme rassemblé, insertion dans la politique de dialogue social et de négociations, partenariat privilégié avec les dirigeants de la CFDT, adhésion à la CES et retrait de la FSM * [* nous renvoyons à cet égard à notre document : " *Que 'est il passé dans la CGT il y a 20 ans?" Adresse : http://www.frontsyndical-classe.org/2014/10/que-s-est-il-passe-a-la-cgt-il-y-a-20-ans.html*]

Au nom de la modernité, des mutations du monde du travail -déjà- il fallait pratiquement tout changer dans nos pratiques, rompre avec nos alliances de classe, faire notre auto-critique.
Nous ne disons pas que tout était parfait à l'époque, que nous n'avions pas de défaut, que l'attention aux mutations économiques, technologiques de société ne nécessitaient pas une adaptation radicale pour être à la hauteur des attentes des travailleurs et des tâches de la CGT!

MAIS,
cette adaptation s'est faite sous la pression des adversaires de classe, leurs injonctions et leurs orientations!
Aspect emblématique, l'adhésion à la CES dont la CGT avait adopté le principe depuis plus de 20 ans à l'époque s'est réalisé en acceptant totalement les règles fixées par elles et par la CFDT au plan national. Nicole Notat, comme les dirigeants de FO de l'époque en particulier qui participaient à l'exécutif de la CES imposant leurs conditions : acceptation du réformisme syndical et retrait de la FSM en particulier.

Nous avions oublié au passage que si tout changeait -déjà-, que si d'immenses mutations travaillaient le monde, justement parce que le capitalisme émergeait comme système exclusif d'organisation de l'économie, l'objectif et les pratiques des classes dominantes, de

l'oligarchie, du 1% eux ne changeaient pas, ne changeaient pas d'un iota : continuer d'exploiter les travailleurs, renforcer l'exploitation.

Le résultat est là, l'ONG Oxfam affirme : 67 personnes possèdent autant de richesse que la moitié la plus pauvre de la population mondiale!

A l'inverse de la promesse fallacieuse d'une humanité réconciliée parce-que débarrassée de l' "*ennemi communiste*," ce sont "*les eaux glacées du calcul égoïste*
" qui ont envahi telle une lave tous les domaines de la société.

Puisqu'à présent ni internationalement ni à l'intérieur il n'y avait plus de force organisée capable de s'opposer à ce criminel appétit, alors plus rien ne pouvait limiter l'affirmation de leurs intérêts de classe et l'aggravation considérable des effets de leurs politiques sur les classes populaires et les peuples.

Nous devons donc faire le bilan de ces choix de l'époque parce qu'il y va de ce qu'il convient de faire **maintenant** pour faire face aux immenses régressions qu'on veut nous imposer encore dans la plus grave crise que le système ait connu depuis celle de 1929!

Puisqu'au nom de la modernité, des mutations technologiques on nous enjoint plus que jamais de nous adapter, de renoncer aux luttes, à la défense des emplois, au salariat puisque chacun et la jeunesse en particulier est appelé à présent à devenir auto-entrepreneur, chef d'entreprise … Sous-entendu : si le chômage persiste c'est de votre faute, de votre manque d'initiative etc...

Notre analyse c'est donc qu'il faut prendre au mot en particulier la définition de la CGT comme syndicat de classe; c'est-à-dire procéder à des analyses de classe concernant les enjeux du monde du travail.

2. être de classe c'est quoi?

On nous intime d'être réalistes et de s'en tenir à l'existant.
Mais c'est un piège monstrueux.
Parce que en rester là c'est rester prisonnier totalement de l'idéologie et des intérêts des classes dominantes : " *compétitivité*," "*concurrence mondiale*," "*travailler plus*," "*partir plus tard à la retraite parce qu'on vit plus longtemps", "libre échange" …*

Accepter de s'inscrire dans ces réalités décrites comme résultant d'une évolution inéluctable et de la modernité c'est accepter par avance l'injonction d'avoir à s'y adapter.

L'action syndicale se confinant à négocier l'adoucissement des conséquences de ces choix.
A la marge et avec pour mission de les faire accepter par les travailleurs, les précaires ...au nom du réalisme.

Prenons un exemple concret.
L'exemple de ce que le document d'orientation dans son préambule appelle la "*déconstruction du salariat* "
Le document part du constat de cette déconstruction et de la nécessité de prendre en compte cet éclatement en se donnant pour objectif la gestion des précaires, des jeunes et plus seulement des travailleurs intégrés.
Bien sûr c'est l'ensemble des travailleurs dans la diversité des situations qu'il faut s'atteler à défendre, MAIS à partir du seul constat de l'existant, comme si cet existant ne résultait pas des choix de classe de l'oligarchie, comme s'il suffisait de s'y adapter, sans mener la bataille des idées pour éclairer les travailleurs sur ce qui était en train de se passer et qui n'était pas une simple évolution naturelle résultant des progrès scientifiques et technologiques?
Et sans débattre sur la manière de contrer ces choix de la classe dirigeante?

Parce que cette déconstruction du salariat s'accompagne d'intenses campagnes idéologiques puissamment relayées médiatiquement visant comme d'habitude à présenter ces choix de classe comme incontournables et résultant quasiment de la divine mutation technologique!

Campagne en direction de la jeunesse en particulier, en s'appuyant sur ses aspirations légitimes à un travail libéré de la sujétion et de l'exploitation du travail salarié et en opposant/ divisant au passage les "*anciens*", ceux soumis au statut salarié ou indépendants sous licence (comme les chauffeurs de taxi), aux "*modernes*" adeptes de l'auto-entreprenariat connectés aux plate-formes dites " *collaboratives*".

Le document d'orientation indique : « *À travers cette nouvelle forme d'emploi se pose la question d'**un nouveau statut du travail salarié** pour combattre une nouvelle forme d'exploitation.* »

Certes mais encore plus précisément?

Car comment ne pas dire en même temps haut et fort à TOUS, que ce qui est visé là par la classe dominante et ses serviteurs ce n'est pas le caractère de sujétion du salariat, MAIS **les institutions salariale**s conquises par les luttes des travailleurs, le statut salarial, les protections inscrites dans la loi et le Code du travail, le

Contrat à durée indéterminée (CDI) ET **le financement de la protection sociale** qui a été imposé au patronat et qu'il n'a jamais accepté en ne cessant de réclamer des exonérations de cotisation sociale au nom de la compétitivité des entreprises.

Ils se saisissent donc des nouvelles possibilités technologiques pour avancer de manière décisive sur leurs objectifs séculaires : en finir avec la contribution de la valeur au financement de la protection sociale, récupérer ces sommes énormes socialisées, échappant à la loi du marché pour les livrer aux assurances privées, aux banques !!!

Par conséquent la bataille idéologique doit être livrée en alertant l'opinion sur les intentions des classes dirigeantes et en appelant au débat sur les moyens de contrer ces objectifs en liant les enjeux du statut du salariat à celui du financement de toute la protection sociale.
Et en ce sens les travaux par exemple de Bernard FRIOT sont éminemment éclairants.
Sur le rôle et le sens de la cotisation sociale, sur le caractère révolutionnaire des décisions d'un Ambroise Croizat appuyé sur un formidable mouvement social à la Libération : Car 1945 ne crée pas la Sécurité sociale; elle existe sous forme éclatée; ce que Croizat crée c'est **le régime général**, c'est-à-dire une **caisse unique** à taux unique interprofessionnel **géré par les intéressés eux-mêmes** élus par les travailleurs.
Et comme il le souligne parce que c'est vrai historiquement bien que tu et masqué et nié depuis, **c'est seuls contre tous** que la CGT (5 millions d'adhérents) et le PCF qui vont imposer cette révolution. Et donc contrairement à la fable il n'y a pas unanimité et consensus à l'époque autour du programme du CNR y compris d'ailleurs à l'intérieur de la CGT réunifiée puisqu'il y a un conflit interne qui aboutira à la scission de 1947 appuyé par la CIA sous-couvert d'indépendance syndicale et d'impératifs de la guerre froide

Emission
http://la-bas.org/les-emissions-258/les-emissions/2015-16/l-art-de-la-guerre-imbecile

Sous couvert de modernité avec le paiement à l'acte qui concerne toutes les activités ubérisées sous dépendance des plate-formes informatiques souvent états-uniennes, sans la moindre taxe ni cotisation **c'est de fait un retour aux pratiques du IXXe siècle du paiement à la tâche qu'il s'agit!**

La libération du travail ubérisé c'est en fait, en dressant les unes contre les autres des parties entières des travailleurs et de la jeunesse comme sait parfaitement opérer la bourgeoisie mettre en place un nouvel esclavage " *librement consenti*" pour asseoir et

conforter la domination renouvelée des classes dirigeantes.

Il faut par conséquent être cohérent : être de classe c'est bel et bien conjuguer les luttes et les revendications de l'heure avec les objectifs de moyen et long terme qui se cristallisent sur la nécessité de sortir du système d'exploitation et donc du capitalisme et mettre en avant des revendications **qui sortent du cadre imposé par le système** : revenu universel à vie, diminution massive du temps de travail, reconquête de la sécurité sociale sur la base se ses principes fondateurs, objectif de la mise en cause du pouvoir privé entrepreneurial et d'investissement qui s'inscrit dans l'exigence de la collectivisation des moyens de production et d'échange.

C'est cela à notre sens conjuguer la lutte pour les revendications quotidiennes et le projet de transformation sociale dont le contenu ne saurait se réduire à la revendication de " *répartition des richesses*" qui elle laisse intacte la domination d'une classe sur la société et rend impossible la prédominance de l'intérêt général.

Ce qui implique une lutte des idées farouche contre les idées dominantes : les mutations technologiques à l'inverse de ce qui est seriné quotidiennement peuvent devenir une opportunité : nous donner la **possibilité de travailler moins** (les 32 heures) et partager le travail avec d'autres sans pour autant diminuer les salaires. La répartition des tâches du travail, de la société ne doivent pas être entre les mains d'une minorité d'individus qui ne cessent de s'enrichir sur le dos de la majorité de la population. Les nouvelles technologies doivent nous faire comprendre que nous avons du temps pour trouver des solutions aussi bien aux êtres humains que des solutions pour notre planète. Ces solutions seront trouvées grâce à l'éducation et à la formation pour tous!

3. Notre rapport avec les autres

les autres organisations syndicales

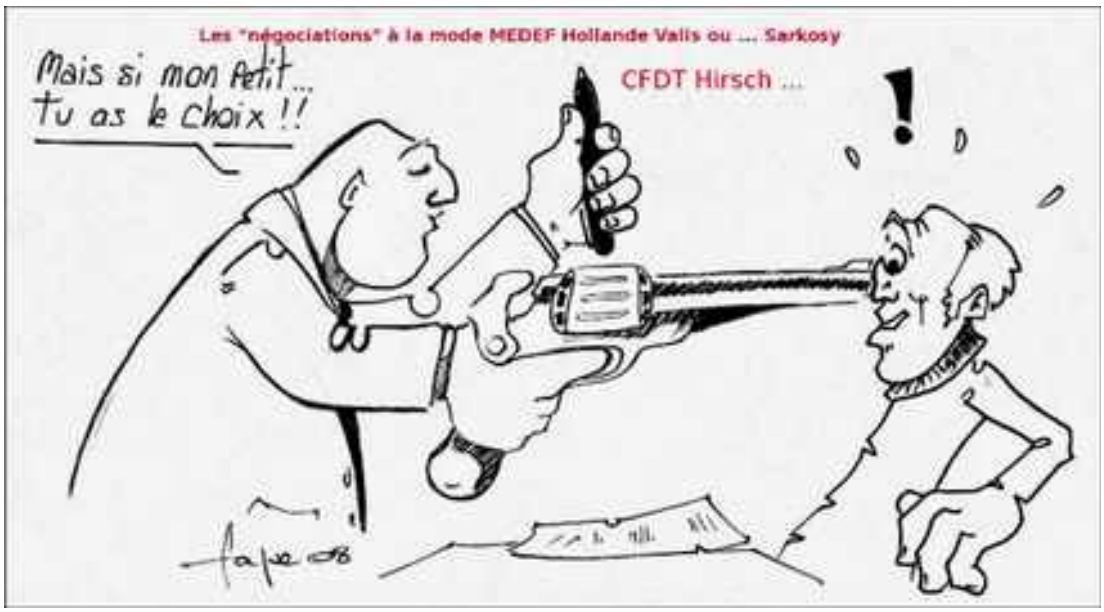
Sur ce point il faut être aussi précis, surtout lorsqu'on aborde les questions historiques. Le document d'orientation indique avec justesse : " *La division syndicale opérée par la création d'autres organisations syndicales que la CGT et la CFTC, que nous pouvons considérer comme formations originelles, est essentiellement liée à des divergences idéologiques. Le patronat, et pour une part le politique, ont su utiliser ces divisions à leur profit*"
Soit donc. Mais de quelles divergences idéologiques s'agit-il ?
Rien n'est moins clair dans le texte proposé.

La divergence idéologique essentielle quant au rôle des organisations syndicales est celles qui oppose les partisans de la collaboration, de l'entente avec le patronat et le capital, et les partisans de la lutte des classes pour défendre efficacement les travailleurs ET en finir avec le capitalisme lui même comme source et racine de l'exploitation et de la sujétion du travail.
C'est cette divergence fondamentale qui a été masquée le plus souvent et en particulier durant la guerre froide sous l'accusation des partisans de la lutte de classe d'enfreindre l'**indépendance syndicale** tandis que les principaux accusateurs recevaient le soutien politique et financier et des socialistes et des syndicats américains et de la CIA pour organiser la scission de la CGT forte de 5 millions d'adhérents à la Libération.
Et contre la volonté unitaire des « *lutte de classe* » ce sont toujours les réformistes lorsqu'ils étaient mis en minorité par les travailleurs eux mêmes qui ont organisé les scissions du mouvement syndical. C'est vrai de l'exclusion des unitaires en 1921 et plus encore de celle de 1947 comme cela est vrai dans le mouvement enseignant où les réformistes de la FEN mis en minorité ont préféré là aussi procéder à des exclusions de fait qui ont conduit à la naissance de la FSU.
.

Ces contradictions et divergences sont-elles à présent dépassées dans l'appartenance commune à la CES et la fin de la guerre froide?

Pas du tout, pas le moins du monde!

Lorsque la CFDT donne son accord aux différentes contre-réformes des retraites, signe l'ANI en 2013, soutien la démolition du Code du travail, condamne l'action des Goodyear ou celle des travailleurs d'Air France, etc etc, elle s'inscrit dans les choix de ce courant d'abandon et de capitulation face aux agressions du capital et de surcroît sur le terrain des idées elle participe à la légitimation de ces agressions contre les travailleurs.
Sans oublier le récent accord de Laurent Berger au **referendum d'entreprise** promu par Hollande, approuvé par Valls et qui est destiné à contraindre les salariés appuyés sur les syndicats de collaboration à consentir aux reculs sociaux sous le chantage aux délocalisations et à la fermeture! Comme ce qui s'est passé à Smart à Hambach!



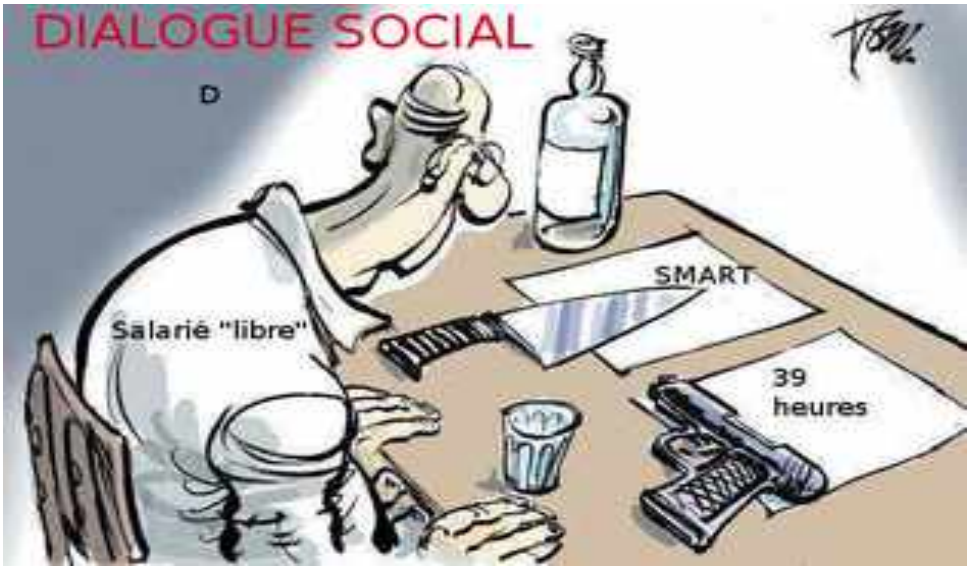
Alors quid " *du syndicalisme rassemblé*"?
Et devant ces divergences fondamentales n'est-ce pas aux travailleurs de trancher ce qui implique notre totale liberté d'expression, d'intervention et d'interpellation critique fusse à l'égard d'autres organisations syndicales.
Parce que la situation ne sera débloquée que par l'intervention massive des travailleurs **en toute lucidité des enjeux et en déjouant les pièges de tous les adversaires de classe!**
Faut-il rappeler que de tout temps l'unité a été un combat? Un âpre combat sans recul sur les principes!
Et parce que l'unité dans l'histoire du mouvement syndical ne s'est jamais d'abord tranchée par des accords de sommet et des arrangements muets sur les divergences de fond, mais par l'activité dynamique, argumentée, tenace en appelant à la réflexion et à l'intelligence des travailleurs de la part des forces révolutionnaires, aspirant à des changements profonds et ne se contentant pas des strapontins institutionnels d'une bourgeoisie profondément corruptrice!
Là est la véritable indépendance de l'organisation syndicale!

Et en passant s'agissant du contenu du syndicalisme rassemblé défini comme
" *au final, préserv[ant]de manière durable notre conception d'un syndicalisme de contestation, de proposition, d'action et de négociation.* " précisons que dans une époque où le contenu essentiel des négociations ce sont des reculs sociaux massifs , ce qui doit l'emporter massivement c'est l'organisation de l'action et de la résistance car comme l'a si bien exprimé notre camarade Henri KRASCUKI :

"**La régression sociale ça ne se négocie pas, ça se combat!**"

Et avec la recherche d'un "*syndicalisme rassemblé* " corseté et

ligoté par la social-démocratie syndicale on en est bien loin!



4. Notre place dans le syndicalisme européen et mondial

Nous avons déjà dit ce qu'il en est des conditions de notre adhésion à la CES dans les années 1992-1999, date de notre entrée effective dans la centrale européenne.
Outre le fait que pour des raisons idéologiques et financières cette organisation est en fait une institution européenne totalement dépendante de l'institution il faut aussi préciser d'autres aspects.
L'Europe géographique, culturelle c'est une chose.
Autre chose est la construction européenne qui est une **construction politique** initialement portée par les États-Unis dans leur projet d'hégémonie mondiale, économiquement vecteur de la domination capitaliste sur les moyens de production et le libre échange faisant prévaloir "*la concurrence libre et non faussée* "et par conséquent le dumping social, militairement dépendante de l'OTAN bras armé du système en Europe.
Ensérée par des traités gravés dans le marbre qui s'imposent contre la volonté des peuples comme on a pu le voir avec la Grèce, le président de la Commission européenne Jean-Claude JUNCKER pouvant proclamer sans la moindre protestation des états qu' "***il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens déjà ratifiés***".
Dans ces conditions prétendre pouvoir modifier la politique de l'UE ou de la banque centrale c'est entretenir des illusions néfastes à la mobilisation des travailleurs et à la définition d'objectifs réalistes parce fondés sur les réalités économiques et politiques même si le chemin est difficile.
Et c'est laisser la voie ouverte à la démagogie mensongère de l'extrême droite faussement prête à sortir de l'euro sur une base souveraine et populaire.

Appartenance à la CES et indépendance

L'indépendance syndicale nécessite sur ce terrain aussi de se libérer des forces qui justifient au final le désordre existant.
Nous pensons en effet que la CGT devrait quitter la CES.
Mais voyons plus pratiquement la question : nous ne cessons de proclamer notre volonté de rassemblement et de respect du pluralisme syndical.

Qu'est-ce qui s'oppose donc à l'international au moins à une prise de contact confédérale avec la Fédération Syndicale Mondiale qui à l'heure actuelle regroupe plusieurs dizaines de millions de syndiqués?
Ça irait forcément dans le sens d'un renforcement du poids des travailleurs dans le monde et au sein des multinationales?
Qui est contre?
Qui exige l'exclusivité et donc l'exclusion?
Au nom de qui?

Au nom du passé de la FSM accusée d'être à la remorque de l'URSS?
Mais puisque l'URSS n'existe plus **c'est qu'il y a alors d'autres raisons** à cet ostracisme qui elles ont à voir avec les questions de classe et la question des interventions militaires agressives de l'Occident de par le monde comme avec le souci de garder les peuples dans les clous des traités européens ainsi qu'on a pu le voir avec le positionnement de la CES enjoignant le gouvernement grec de renoncer à consulter son peuple à propos des plans d'austérité!

Des organisations et des fédérations de la CGT ont à nouveau adhéré à la FSM dans la dernière période bravant ainsi les injonctions masquées de la CES et de la CSI.
Alors qu'est-ce qui empêche d'autres fédérations, d'autres UD, mais aussi des UL, des syndicats d'entreprise, des unions régionales d'adhérer elles aussi, cette démarche n'étant nullement incompatible avec les statuts de la CGT?

Et de la faire dans la perspective du 17e congrès de la FSM qui doit se tenir à Durban (Afrique du Sud) du 5 au 8 octobre 2016.

Alors n'est-il pas temps aussi que la confédération elle-même prenne officiellement, en toute indépendance langue avec la FSM rénovée et restructurée depuis le congrès de La Havane en décembre 2005?
Cela évidement est de l'entière compétence et responsabilité du 51e congrès et la question mérité d'être abordée, débattue et tranchée.

> Point 265.du document "*C'est pourquoi la CGT participe activement dans les organisations syndicales européennes ou internationales et développe des relations bilatérales avec tous nos homologues respectueux de la démocratie et de l'indépendance vis-à-vis des gouvernements, des patrons et des partis politiques*

Chiche!

En passant signalons d'ailleurs que la référence à l'indépendance politique est contradictoire avec le fonctionnement des trade-unions britanniques ou des syndicats allemands structurellement attachés aux partis travaillistes et sociaux-démocrates.

5. La démocratie dans la CGT

396. Démocratie et structures

Dans cette partie du document l'accent est mis sur la nécessaire confédéralisation de l'action syndicale sur la base des valeurs et des orientations de la CGT.

> "*la lisibilité de l'activité confédérale est primordiale, car elle est ce que les syndiqué-e-s ont voulu depuis cent vingt ans : créer les convergences entre les salariés, afin d'être un syndicalisme de transformation sociale.* "

On insiste sur l'insuffisance du travail croisé et on remarque

> "*beaucoup trop de syndiqué-e-s sont encore dits individuels, et donc isolé-e-s de fait, sans possibilité d'expression dans la CGT. Leur organisation est à construire* "

Cela veut-il dire que ce n'est pas la vocation des Unions locales, les Bourses du travail de jouer ce rôle de rassemblement des isolés et de confédéralisation?
Ne le jouent-elles pas déjà?
N'est-ce pas la richesse et la force de la CGT que de disposer de ce vaste réseau d'UL (plus de 800) lieu de rencontre, de lien social, de convergence, d'outil de défense juridique, de référence pour de nombreux salariés?
Et à l'heure d'une offensive de plusieurs municipalités de différents bords qui s'en prennent à ce magnifique outil n'est-il pas du devoir du congrès de valoriser et de renforcer les moyens des Unions locales d'en conforter le rayonnement?

Ce n'est pas le moment d'affaiblir ce rôle et encore moins de le contourner sans vraiment le dire!
Et on peut s'inquiéter de propositions qui mettraient en cause le principe central d'organisation de la CGT qu'est le fédéralisme au profit de structures régionales et de super délégués régionaux investis du pouvoir de négociation comme le souligne la contribution de la fédération de la chimie.

Pour nous l'obstacle majeur à la construction d'un puissant mouvement d'ensemble et à la convergence des luttes n'est pas d'abord lié au "*cloisonnement*" des structures ou à un repli sur les branches. Mais concerne d'abord les choix d'orientation et la bataille des idées contre les idées de l'oligarchie dominante et des syndicats réformistes qui pèsent en faveur de la résignation, de la division et du fatalisme!

6. Au final remarques sur la crise et les tâches syndicales

Le document d'orientation est pratiquement muet sur la nature de la crise du système capitaliste dans laquelle nous nous trouvons qui connaît de nouveaux rebondissements et dont l'analyse devrait délimiter notre rôle et nos tâches.
A la fois sur le plan revendicatif et sur le plan international en particulier concernant l'indispensable et impérieuse **lutte pour la paix**.

Le contenu revendicatif, la crise et la visée transformatrice

Tout est fait pour juguler l'intervention et l'aspiration même des travailleurs et de leurs organisations.
Cadre de la mondialisation, cadre du capitalisme, cadre de l'économie de marché, cadre de l'Union européenne et de ses traités.
C'est dans ces cadres que doivent s'inscrire les revendications, les propositions, les luttes que le système autorise, le contenu des *"négociations"* qu'il accepte.
Il souhaite des syndicats forts cantonnés dans ce rôle docile et d'accompagnement.

Mais précisément ces cadres sont en crise profonde et la CGT ne doit absolument pas limiter sa plate-forme revendicative aux contraintes et aux limites fixées par l'oligarchie. L'institutionnalisation syndicale dont nous nous plaignons a précisément pour but de ligoter les organisations aux intérêts de l'oligarchie!

Accompagner la décrépitude , la sénilité et les impasses du système, se cantonner au mieux à "*négocier* " les effets des contre-réformes en cours menées par le parti socialiste, la droite et éventuellement l'extrême droite OU lutter pied-à-pied, s'opposer sans concession aux contre-réformes tout en avançant des objectifs anti-capitalistes qui nourrissent le combat quotidien et mobilisent les énergies pour un avenir réellement meilleur.

Dans l'immédiat, considérer aussi l'urgence : la période exige que la CGT dessine une perspective de changement par un grand mouvement social, seul à même de renverser le rapport de force.
Les 20 dernières années de défaites successives, de refus de "bloquer le pays" (B. Thibault, 2003) servent de démonstration par l'absurde.
Le 51e congrès devrait aussi être saisi de cette question.
Tel nous semble être les choix qui ne peuvent être éludés.

La lutte pour la paix

Nous apprécions le contenu de la récente déclaration confédérale "*Une urgence et une politique de paix*" qui dénonce l'état d'urgence, la déclaration sur "*l'état de guerre*" du pays, l'engagement de la France dans des conflits armés sans véritable débat, l'intégration dans des alliances "*gendarmes du monde*" qui de fait ont semé le chaos en particulier au Moyen-Orient et dans le monde arabe.

C'est une déclaration qui nous paraît en rupture positive avec des positionnements, des déclarations et des initiatives avec les autres organisations syndicales qui de fait emboîtaient le pas des ingérences impérialistes.

Par exemple concernant la Syrie (**Les syndicats français aux côtés du peuple syrien** Déclaration commune CGT, FSU et Solidaires du *mercredi, 5 décembre 2012)* **qui de fait en appelait à l'intervention militaire occidentale.**

Là aussi la CGT doit garder son indépendance d'analyse sans céder aux énormes pressions politiques et médiatiques.
Il ne s'agit pas de porter un jugement sur le régime de Bachar El Assad.
Cela est du ressort du peuple syrien. Exclusivement. Et la Charte de l'ONU depuis 1945 repose entre autre sur la reconnaissance de la souveraineté des états.
Le droit d'ingérence c'est au fond la continuation de la "*mission civilisatrice*" des puissances coloniales pour justifier leurs conquêtes et masquer leurs appétits de contrôle sur les ressources et les richesses des pays convoités.
D'autant que l'expérience la plus récente montre que ce droit d'ingérence a partout semé le chaos et favorisé la montée en puissance des mouvements terroristes.

La tradition de la CGT c'est une tradition anticolonialiste et anti-impérialiste à l'inverse du droit d'ingérence du plus fort sur le plus faible et de lutte contre les justifications de ces politiques coloniales comme pendant la guerre du Rif, la guerre d'Algérie et celle du Vietnam qui concernaient notre propre pays et nos propres dirigeants contre à l'époque déjà les forces politiques de droite, d'extrême droite et … du parti socialiste ne l'oublions pas.

Ne l'oublions pas parce que sur ce terrain aussi rien n'a changé quant au fond et que tout cela concerne bien notre devoir internationaliste et notre rôle de ne pas laisser instrumentaliser l'indispensable lutte contre le terrorisme!

Le Front Syndical de Classe
18 février 2016